

# PRISES DE POSITION



## **Absence de débat sur la citoyenneté québécoise**

### **La citoyenneté ne doit pas être emprisonnée dans le problème constitutionnel**

*par le Centre Justice et Foi*

Depuis qu'il a créé le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI), il y a quatre ans, le gouvernement promet de préciser sa compréhension de la citoyenneté québécoise. Demain et vendredi, les 21 et 22 septembre, à Québec, ce ministère invite différents secteurs de la société à participer au Forum national sur la citoyenneté et l'intégration. Pour cette occasion, le gouvernement a déposé un document de consultation devant servir de base à la réflexion et à la discussion. La vision gouvernementale de la citoyenneté québécoise présentée nous apparaît problématique face à l'acceptation de la diversité culturelle; Elle est également trop axée sur l'adaptation aux "exigences du développement" de l'économie de marché.

Mais tout indique que la tenue d'un nécessaire débat de société n'aura pas lieu. D'une part, le questionnaire sur Internet comme les forums virtuels sont des initiatives intéressantes mais ne peuvent se substituer à un débat collectif. Le Forum national, pour sa part, fera connaître les orientations en matière de citoyenneté québécoise, sans en discuter, et visera surtout, dans un temps très réduit et contrôlé, à définir des moyens d'action pour accroître la participation civique. Sans vision collective sur la citoyenneté, l'exercice risque de se transformer en une énumération disparate de mesures comme on en retrouve déjà dans la deuxième partie du document, consacrée aux pistes d'action. Difficile alors d'éviter que les priorités soient ensuite déterminées par le gouvernement sur la base des orientations qu'il nous présente. Le processus qui nous est proposé montre avec éloquence une compréhension très étroite et problématique de la participation citoyenne.

### **Discours précipité**

Comment ne pas nous interroger aussi sur ce qui motive le gouvernement à annoncer la tenue d'un forum sur la citoyenneté et l'intégration pour la fin septembre? Difficile de ne pas considérer ce forum comme une opération de relations publiques parachutée au-dessus des consultations déjà prévues cet automne au sujet de questions cruciales pour le Québec, comme l'avenir du système public de santé et la reconnaissance de l'action communautaire autonome? Le discours sur la citoyenneté nous semble précipité alors que nous débattons collectivement d'enjeux qui s'y rattachent étroitement. En amputant la réflexion de plusieurs enjeux fondamentaux, l'événement risque de tourner à l'autojustification d'un ministère.

Il est utile de se rappeler que le MRCI est né du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. La réflexion sur la citoyenneté a donc aussi été liée depuis quelques années à un effort pour repenser l'intégration et se situer face aux enjeux de la diversité culturelle. Il faut noter le souci du document d'aborder le "vivre ensemble" en tenant compte des différentes composantes de la société, y compris la présence anglo-québécoise et autochtone.

Par contre, il est troublant que les conséquences sur la citoyenneté d'une véritable reconnaissance de la diversité culturelle sont à peu près absentes du document.

### **Profond malaise**

L'immigration est abordée principalement en fonction du problème politique vécu par le Québec au sein de la fédération canadienne. Il y a un profond malaise face aux identités multiples d'un nombre croissant de citoyens québécois et une incapacité de réfléchir l'appartenance québécoise à partir de cette nouvelle réalité. Sans vouloir minimiser le défi croissant que représente cette réalité, il est dommage que la réflexion gouvernementale y voie davantage une fragilisation qu'une occasion d'enrichissement. Nous sentons encore un refus d'explorer le potentiel d'une place réelle accordée à l'altérité et à la complexité. Le paragraphe sur la communauté anglo-québécoise se situe précisément dans cette même dynamique qui constitue une base problématique pour l'avenir de la "convivance" québécoise.

Tout en reconnaissant la situation politique particulière et incertaine du Québec, nous refusons de réduire l'exercice actuel à la création d'une citoyenneté instrumentale au nom de la cohésion sociale et de notre condition de minoritaires en Amérique. Le projet de "vouloir vivre ensemble" ne doit pas être confondu avec une allégeance exclusive à l'État nation québécois, et la citoyenneté ne doit pas être emprisonnée par une volonté de régler notre problème constitutionnel. Il faut situer notre réflexion, et éventuellement notre débat, sur le projet de société que nous voulons nous donner.

Par ailleurs, accepter l'accent mis sur la "responsabilité citoyenne" risque d'évacuer nos préoccupations vis-à-vis des laissés-pour-compte de la société de marché et vis-à-vis des individus, familles, groupes communautaires, surtout des femmes, qui se voient forcés de prendre le relais de l'État après l'amputation des programmes sociaux et des services publics. Beaucoup plus que d'un contrat civique, nous avons besoin d'assurer les conditions permettant l'exercice d'une citoyenneté pour tous et pour toutes. Et cette citoyenneté ne peut se réaliser si on adhère à une logique de mondialisation qui est en train de vider le politique de son sens.

### **Pouvoir et richesse**

Les termes de la discussion autour de la définition de la citoyenneté que propose le gouvernement québécois occultent une question centrale: qui détient le pouvoir et la richesse dans notre société, et quelle prise ont les citoyens sur leurs conditions de vie? L'option néolibérale en faveur d'une responsabilisation accrue des individus permet de faire l'économie d'une réflexion sur ce qui crée les inégalités socioéconomiques au profit de solutions fonctionnelles et illusoirement dignes de l'ingénierie sociale (Fonds de lutte contre la pauvreté par la réintégration au travail, programme Solidarité jeunesse pour les jeunes assistés sociaux). Si le gouvernement québécois pose le bien commun comme notre capacité d'adaptation à l'économie de marché et s'il accepte avec difficulté la diversité des appartenances, notre refus de la résignation et notre option en faveur de la justice sociale nous obligent à refuser les termes de cette définition de la citoyenneté québécoise.

Pourtant, nous continuons à croire que la question de la citoyenneté est importante pour assurer la participation de tous, pour se situer dans un contexte de mondialisation et pour permettre l'actualisation d'un "vouloir vivre ensemble" entre les différentes composantes de la société. Nous sommes toujours convaincus que le gouvernement doit s'intéresser à cet enjeu et se doter d'une véritable politique de la citoyenneté. Mais elle doit se faire à partir d'une réflexion approfondie sur les questions de pouvoir, d'économie, d'exclusion sociale et de diversité culturelle. Et elle doit nécessairement passer par un réel débat collectif. Un débat qui reste à faire...

